PUissance 2D, 22 juin 2015

Un amendement au projet de loi sur le renseignement contesté par le sénateur Jean-Pierre Sueur

Lors de la réunion de la commission mixte paritaire qui a réuni, après l'examen du projet de loi sur le renseignement, sept députés et sept sénateurs, le 16 juin, un amendement a été adopté à une voix de majorité (sept contre six) qui crée une disposition qui ne figurait pas dans le projet du gouvernement et n'avait été ni discutée ni adoptée durant les débats au Parlement, que ce soit à l'Assemblée Nationale ou au Sénat.

Cette disposition crée **des possibilités de surveillance pour les étrangers effectuant des séjours de courte durée en France**, de manière dérogatoire par rapport au droit existant pour lequel les mêmes règles relatives au respect de la vie privée s'appliquent à toutes les personnes séjournant ou résidant en France –et qui posent en conséquence un problème de constitutionnalité – sans qu'aucune procédure de contrôle, ni a priori ni a posteriori, ne soit prévue.